POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Le 18 février 2020

PORTE-PAROLE:
Laura Doyle Péan (FR): laura.doylepean@mail.mcgill.ca, 581-309-5654; Ella Wischnewsky (EN): ella.wischnewsky@gmail.com, 773-584-1469

L'ACCÈS AU BÂTIMENT DE L'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITÉ MCGILL A ÉTÉ BLOQUÉ PAR DES ÉTUDIANT.E.S; IELS DEMANDAIENT QUE L'UNIVERSITÉ RETIRE TOUS SES PLACEMENTS DANS TRANSCANADA ENERGY ET TECK

Des étudiant.e.s de McGill ont bloqué l'accès au bâtiment administratif de l'université pour demander au Conseil des gouverneurs de l'université de dénoncer les compagnies pétrolières qui ont provoqué des raids policiers et l'accaparement des territoires Wet'suwet'en et Athabasca au Canada.

[PHOTO with CAPTION]

Campus de l'Université McGill, Centre-ville de Montréal — À 8h30 mardi matin, plus de 20 étudiant.e.s ont bloqué toutes les entrées du bâtiment administratif James en réponse à l'appel de solidarité lancé par les chefs héréditaires Wet'suwet'en. Peu de temps après le début de la manifestation, le service de sécurité du campus était posté à chaque porte pour informer les gens que l'édifice était fermée pour la journée, ainsi refusant l'accès au bâtiment aux employé.e.s et aux médias. Après huit heures de blocage, les étudiant.e.s ont quitté le bâtiment de leur propre gré. Iels exigeaient le désinvestissement immédiat de TC Energy / Coastal GasLink et de Teck Resources Limited en plus du désinvestissement des 200 plus grandes compagnies d'énergies fossiles ainsi qu'une déclaration reconnaissant les graves torts sociaux causés par l'industrie des énergies fossiles.

Les étudiant.e.s ont empêché le personnel de l'université d'entrer dans le principal bâtiment administratif du campus pour demander à l'université de désinvestir de TC Énergie. Actuellement, McGill détient 6,5 millions de dollars dans TC Énergie, la compagnie qui a appliqué pour une injonction devant la Cour Suprême afin de pouvoir retirer violemment les Wet'suwet'en de leurs terres pour construire le gazoduc Coastal GasLink. Les étudiant.e.s ont également exprimé leur solidarité avec l'Indigenous Climate Action en opposition à la mine Teck Frontier. Enfin, les étudiants ont demandé que l'Université fasse une déclaration officielle

soulignant les graves préjudices sociaux causés par l'industrie pétrolière. Leurs deux dernières demandes étaient le désinvestissement des 200 plus grandes entreprises d'énergies fossiles, et une déclaration officielle de l'université reconnaissant les graves préjudices sociaux causés par cette industrie.

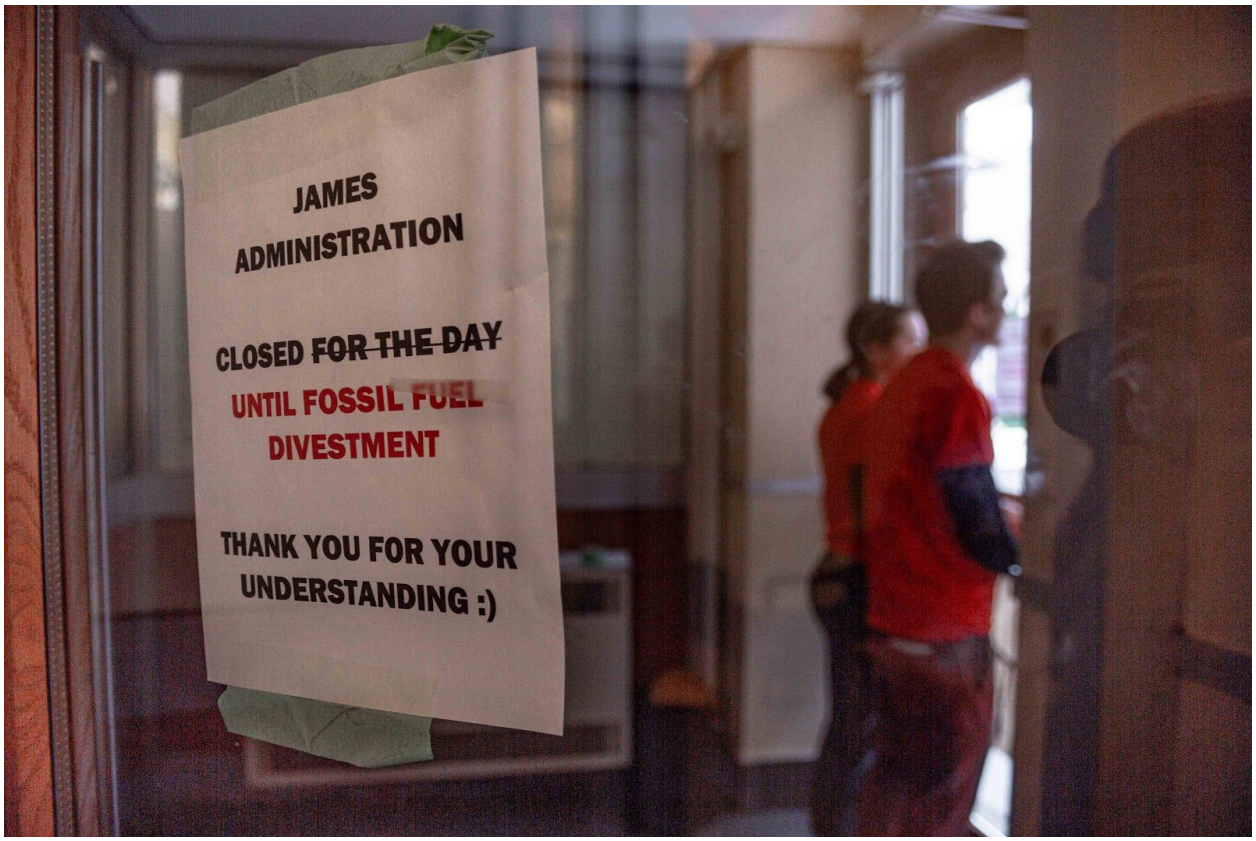

Photo par: My Media Creative

Le 6 février, la GRC a commencé à mener des raids dans le territoire non cédé Wet'suwet'en pour permettre à TC Energy de construire le gazoduc Coastal GasLink. Les chefs héréditaires Wet'suwet'en, n'ayant jamais consenti à la construction du gazoduc sur leurs terres, empêchaient les travailleurs de TC Énergie d'accéder aux chantiers. Depuis, des manifestations de solidarité, notamment des blocages de lignes ferroviaires, ont éclaté partout au Canada après que les chefs héréditaires des Wet'suwet'en aient lancé un appel à l'action. Laura Doyle Péan, l'un.e des membres du blocus d'aujourd'hui, a expliqué que l'action avait pour but '" de lier les investissements de McGill dans les combustibles fossiles à la violence qui se déroule actuellement sur le territoire des Wet'suwet'en ; les deux sont liés. Cette violence se produit parce que des institutions financent des industries telles que TC Énergie".

Avant le 28 février, le gouvernement fédéral doit voter sur le projet minier Teck Frontier. Ce projet d'expansion causerait des dommages irréversibles aux communautés et aux écosystèmes des territoires de la Peace-Athabasca.

Bien que le Sénat de McGill ait voté en faveur du désinvestissement il y a plus d'un an, le Conseil des gouverneurs de l'Université McGill a adopté un rapport qui recommandait l'inverse. Talia Martz-Oberlander, membre de Divest McGill, a expliqué que « *les étudiant.e.s, les professeurs et le personnel de McGill demandent à l'Université de sortir leur placement du secteur pétrolier depuis 2012... Nous avons fourni des rapports de recherche, des présentations, des témoignages d'experts au cours des huit dernières années, mais avec le temps, nous nous rendons compte que le processus de délibération du conseil d'administration est une mascarade. La présidente du comité est même une ancienne employée de Petro Canada! L'investissement dans les combustibles fossiles fait mal aux gens aujourd'hui, fait mal aux Wet'suwet'en et à de nombreuses autres nations autochtones. Il est temps de se désinvestir et nous prendrons toutes les mesures nécessaires étant donné l'inaction résolue de McGill jusqu'à présent.* » La dernière décision du Conseil des gouverneurs de ne pas désinvestir a mené à la démission du professeur Gregory Mikkelson qui était indigné par la position de McGill.

Photo par: My Media Creative

Katie Ross, qui était l'une des étudiantes à l'intérieur du bâtiment administratif James, a expliqué pourquoi il est important que les étudiant.e.s participent à ces manifestations : « *Les actions de la GRC et de TC Énergie sur le territoire souverain de Wet'suwet'en ces derniers jours violent clairement les droits des Autochtones inscrits dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et dans la Constitution canadienne. Les étudiant.e.s ne laisseront pas notre université être investie dans des entreprises responsables de ces activités illégales.* »

Photo par: My Media Creative

Il y a eu peu d'altercation entre les manifestant.e.s et le personnel qui tentait d'entrer dans le bâtiment. La sécurité du campus a réagi rapidement à la manifestation et a dirigé la circulation à l'écart du bâtiment. X, un étudiant participant à l'action, a déclaré : « Nous sommes heureux que le blocus ait réussi. Nous espérons que McGill écoutera ses étudiant.e.s et dénoncera publiquement les graves préjudices sociaux perpétués par l'industrie des combustibles fossiles. »

Photo par: My Media Creative